

L'AIDE PERSONNALISÉE UNE VRAIE FAUSSE SOLUTION

INSTITUTIONNALISÉE depuis octobre 2008, mise en place dans l'urgence et de manière souvent approximative et autoritaire, l'aide personnalisée est loin de faire l'unanimité. Et pour cause...

QUELQUES AVANTAGES...

Sur la forme, les modes de regroupement sont très divers, allant de petits groupes d'élèves au groupe classe. Le temps consacré à cette aide varie d'une école à l'autre : matin, midi, soir ; 4 fois 1/2 heure, 3 fois 40 minutes ou 2 fois 1 heure.

Sur le fond, les interventions concernent en grande majorité des enfants ayant des lacunes ponctuelles dans un domaine particulier (français, mathématiques) ou ayant besoin d'une "reprise scolaire" pour auto-

matiser un apprentissage. La plupart des enseignants s'accordent sur l'impact positif d'un tel dispositif sur la relation à l'élève : l'aide en petits groupes favorise les échanges et constitue un moment privilégié de communication où l'enfant peut travailler à un rythme plus adapté dans une approche parfois plus ludique. Ils sont néanmoins unanimes pour en dénoncer les carences, les contraintes et les paradoxes.

BEAUCOUP DE LIMITES !

En effet, l'aide personnalisée hors temps scolaire alourdit une journée de classe déjà bien trop longue pour de nombreux enfants. Associée aux nouveaux programmes et à la semaine de 4 jours personnalisée, elle contribue à créer un système très rigide qui donne le sentiment aux

collègues d'être obligés de tout faire dans la précipitation.

Si l'aide peut s'avérer efficace pour quelques enfants ayant des problèmes scolaires passagers et peu importants, elle ne peut être la réponse à l'échec scolaire. Et c'est bien là que le bât blesse... car la mise en place de l'aide personnalisée va de pair avec la volonté politique de supprimer les Réseaux d'Aide et de Soutien aux Elèves en Difficulté ; comme si la reprise de connaissances non acquises suffisait à résoudre la difficulté à l'école. Lorsque les obstacles sont différents (stratégies, projet et statut d'élèves, sens donné aux apprentissages, identité...), les aides personnalisées sont inefficaces et risquent tout au contraire d'aggraver la situation. Les enseignants non formés à ces spécificités réaffirment la nécessité de pérenniser les RASED,

conscients et persuadés qu'il ne suffit pas de repérer les manques pour les combler, et qu'une analyse des difficultés au cas par cas est indispensable.

Par exemple, trois mois de soutien n'ont absolument pas permis de résoudre les difficultés en lecture de Martin, élève de Cp. Sans l'intervention d'un enseignant spécialisé du RASED, cet enfant n'aurait pu trouver une aide adaptée.

TOUJOURS DE L'HYPOCRISIE

Plutôt qu'une aide personnalisée, les enseignants du premier degré demandent des moyens pour travailler en petits groupes pendant le temps scolaire, pour se concerter, pour rencontrer les différents partenaires de l'école et pour vivre plus sereinement leur profession. On ne peut qu'être dubitatif face à un tel

paradoxe : le ministère se félicite de la mise en place d'une aide personnalisée, mais augmente dans le même temps le nombre d'élèves par classe en réduisant le nombre d'enseignants. Plus il y a d'enfants dans une classe, et moins l'enseignant peut être disponible pour chacun d'entre eux.

Au lieu de rajouter des heures de cours aux élèves en difficulté et de supprimer 3000 postes en RASED, ne serait-il pas plus logique de diminuer les effectifs dans les classes et de donner des moyens supplémentaires aux RASED pour apporter les réponses adaptées à la difficulté ? Logique, oui ; économique, non. L'hypocrisie a de beaux jours devant elle.

Sud éducation Tarn

Sud éducation > Isabelle, peux-tu te présenter ?

I.D. > Je m'appelle Isabelle Daniellou. Je suis enseignante spécialisée au sein du RASED (réseau d'aide et de soutien aux élèves en difficulté) de Tréguier, circonscription de Paimpol, en tant qu'enseignante chargée de l'aide psychopédagogique (option E). Je suis en poste avec une psychologue scolaire et une autre enseignante E. Lors de la rentrée scolaire dernière, notre collègue rééducateur (option G) partant en retraite n'a bien évidemment pas été remplacé : nous avons donc perdu un poste. Je suis chargée de l'aide au sein des écoles de l'Ouest du secteur du réseau qui comprend 18 écoles et s'étend sur un espace de 150 kilomètres. Je travaille actuellement dans 12 écoles : je parcours entre 600 et 700 kilomètres par mois sans compter les allers-retours de mon domicile à mon lieu de travail (75 kilomètres quotidiens). J'ai été pendant 25 ans institutrice dans le circuit ordinaire et ai commencé ma formation professionnelle spécialisée en 1998.

Sud éducation > Pourquoi en es-tu venue à être enseignante spécialisée ?

I.D. > J'ai rencontré beaucoup d'enfants n'ayant pas le bagage scolaire de base, à savoir une appréhension de l'écrit correcte et une connaissance mathématique en arithmétique suffisante. Je me suis retrouvée démunie face à leurs difficultés. J'ai essayé de mettre en place un fonctionnement plus coopératif mais me suis souvent trouvée en butte à l'inertie de l'Education nationale, à l'incompréhension de mes collègues et des parents d'élèves. D'autre part, face à la limitation progressive de la liberté pédagogique et au retour en force de méthodes sélectives, j'ai estimé qu'en tant qu'enseignante spécialisée, intervenant auprès d'élèves en grande difficulté, j'aurais plus d'espace de "manœuvres".

AU CŒUR DES RASED

ENSEIGNANTE SPÉCIALISÉE DE RASED DANS LES CÔTES D'ARMOR, ISABELLE DANIELLOU NOUS PARLE DE SON MÉTIER... EN VOIE DE DISPARITION.

Sud éducation > Décris ton travail au sein du RASED où tu intervies.

I.D. > En tant que professeure des écoles chargée de l'aide pédagogique, j'essaye à la fois de prévenir les difficultés, en maths et en français, et d'y remédier en utilisant des outils pédagogiques. Mais mon travail se borne actuellement à la remédiation, les demandes étant trop importantes numériquement pour que je puisse faire de la prévention. Je travaille avec des élèves de cycle 2 (grande section, Cp, Ce1) et de cycle 3 (Ce2, Cm1, Cm2).

Voici mon emploi du temps du mardi : j'interviens à Lanmérin, à 10 kilomètres de Lannion, où je réside, auprès de deux élèves de Cp pour une remédiation en lecture ; je vais ensuite à Quemperven, autre village du regroupement pédagogique intercommunal, 6 km plus loin, où là, deux élèves de Cm revoient des notions arithmétiques de base. L'après-midi, je me rends à Plouëc du Trioux, à 30 km, dans les deux écoles où j'aide des élèves aussi bien de maternelle que d'élémentaire dans les domaines de la langue orale, écrite et des mathématiques. Les outils pédagogiques que j'utilise sont divers et variés à la restriction près que mon coffre de voiture n'est pas extensible et que les outils à ma disposition dans les écoles ne sont pas toujours "à la hauteur" des dispositifs que je pourrais mettre en place.

Sud éducation > Quels sont les profils des élèves en difficulté ?

I.D. > 9/10^e des élèves en difficulté sont des garçons, ce qui pose question. Ils ne rentrent pas dans l'écrit, ont beaucoup de mal à rester assis dans des espaces clos et à fixer leur attention. Ils nourrissent un "contingent" d'enfants considérés comme ayant des "troubles de comportement". J'expliquerais cela de deux façons : les parents n'ont pas les mêmes exigences vis-à-vis des garçons que vis-à-vis des filles. En général, on s'attend à ce qu'une petite fille soit sage alors qu'on accorde plus de "liberté d'action et de paroles" à ces futurs hommes. Du coup, ces derniers sont "inadaptés" au système scolaire actuel qui les oblige à être beaucoup trop statiques et sages à leur gré. D'autre part, la représentation du monde du travail qu'ont ces garçons est basée sur leur vécu : beaucoup de leurs pères sont dans des situations financières précaires sinon au chômage. Leurs parents ont souvent un passé scolaire difficile qui les placent "en retrait" et ne leur donnent pas les capacités "d'épauler" leur(s) enfant(s).

Je remarque aussi le fossé qui se creuse entre le "niveau scolaire" des élèves en difficulté et celui des élèves dits normaux. Cela peut s'expliquer entre autres par le fait que des enfants qui étaient aidés par le RASED "bénéficient" maintenant des deux heures hebdomadaires de soutien scolaire mis en place depuis la rentrée et que nous nous retrouvons avec les élèves les plus "faibles sco-

lairement". Je prends en charge des élèves qui ne savent pas ou très peu lire au cycle 3 : quand on sait que le maximum qu'un enseignant peut accorder au temps de lecture sur une journée est de 5 minutes pleines, cela n'est pas surprenant. Les enfants qui ont du mal à comprendre comment fonctionne la lecture n'y trouvent pas leur compte !

Sud éducation > Que penses-tu de ce qui se passe actuellement dans l'Education nationale et plus spécifiquement du démantèlement de l'enseignement spécialisé ?

I.D. > La casse de l'enseignement public ne date pas d'aujourd'hui. Je considère qu'à partir du moment où on a créé des statuts différents pour faire le même métier, "le ver était dans le fruit". Et ça, depuis la loi Jospin de 1989. La création du professorat des Ecoles avec exigence d'un niveau DEUG [1] puis licence et la mise en place de projets d'école, entraînant automatiquement concurrence entre les établissements puisqu'ils devaient être validés pour être subventionnés, ont amorcé la privatisation de l'école publique. Depuis, les lois qui se sont succédé ont créé des emplois payés au rabais.

Pour l'enseignement spécialisé, sous couvert d'une noble idée, c'est-à-dire l'intégration des enfants handicapés à l'école, on a toiletté la loi sur le handicap de 1975 et on a créé des MDPH (maisons départementales pour les personnes handicapées) ; l'Etat se désinvestit en par-

tie de l'intégration scolaire et pour que les enfants bénéficient de certaines prestations, leurs parents doivent déposer un dossier auprès de la MDPH départementale dont ils dépendent. Soit les élèves sont déclarés handicapés, et alors on met en place tout un dossier avec intégration et/ou aides à la clef, soit ils ne le sont pas et on fait avec ce qu'on a, c'est-à-dire pas grand-chose.

Cela aboutit à la situation contre laquelle on a lutté dans les années 70 : le retour à une ségrégation puisque l'on évalue de plus en plus pour placer les enfants dans des cases dont ils sont prisonniers. L'aide apportée par les RASED s'en voit réduite à la portion congrue, puisque ces derniers sont sollicités une grande partie de leur temps pour des évaluations et des élaborations de dossiers, au détriment des autres actions qu'ils devraient mener.

Sud éducation > Quelles sont, selon toi, les luttes à mener pour une amélioration de la situation actuelle ?

I.D. > Je pense qu'il faut lutter pour obtenir un nombre de postes conséquent et la titularisation sans conditions de tous les emplois précaires de l'Education nationale.

Si nous étions dans une Ecole basée sur le respect de l'enfant acteur de son savoir, avec des conditions matérielles et humaines le permettant, peu d'élèves auraient besoin d'un enseignement spécialisé, voire aucun. Mais, actuellement, nous en sommes loin. Les connaissances que j'ai acquises au cours de ma formation et dans mon travail seraient alors tout à fait transférables dans le contexte d'une classe dite ordinaire.

Sud éducation Côtes d'Armor

[1] Diplôme d'Etude Universitaire Général, deux années après le bac.

